

SYNDICATS NATIONAUX de l'INSEE

CGT, CFDT, CGT-FO, SUD

Lettre ouverte au Directeur Général de l'Insee

Nous continuons à contester le projet de délocalisation à Metz, l'étranglement budgétaire de l'Insee et la restriction insupportable de nos effectifs. Ces éléments et la mise en œuvre de la RGPP nous font penser que ce projet ne peut se faire sans mettre en danger l'existence même de l'institut et les conditions de travail de ses agents.

Nous vous avons écrit le 18 mars 2010 un courrier intitulé "Observations et propositions après le séminaire du 25 février 2010" qui vous proposait d'ouvrir des discussions sur les objectifs de moyen terme de l'Insee ainsi que sur la politique du personnel.

Ce courrier n'a reçu aucune réponse à ce jour.

Lors de la seconde séance du séminaire moyen terme qui s'est tenue le 30 mars 2010, il nous a été opposé un refus d'engager un processus de négociation où puisse être examiné sans tabou l'ensemble de ces questions.

Dans ces conditions, nous avons adressé le 31 mars à Madame Le Ministre du MEIE un courrier qui lui demande d'œuvrer au déblocage de cette situation et dénonce un certain nombre de pratiques condamnables qui semblent s'installer à l'Insee durablement.

Dans le même temps, les coupes budgétaires remettent en question le fonctionnement même de l'Insee et commencent à atteindre notre capacité à réaliser nos missions. Elles plongent dans de graves difficultés matérielles les agents qui, comme les superviseurs, mettent toute leur énergie dans l'accomplissement de leurs tâches, sans que vous ne sembliez prendre au sérieux leurs problèmes.

Les agents de l'Insee et leur encadrement expriment de plus en plus massivement leur amertume, leur colère et leur désappointement. En effet, face à une absence de considération dont ils sont l'objet et un malaise à poursuivre des objectifs qui leur semblent contraires à la réalisation d'un service public de statistiques et d'études de qualité les agents vous expriment de plus en plus leur opposition.

Le 13 avril 2010, vous adressez à l'ensemble des agents de l'Insee une « note technique » qui entérine une réorganisation territoriale qui n'a jamais été présentée au CTP de l'Insee pour avis.

Face à cette situation inacceptable, nous exigeons la tenue d'une réunion rapide avec la Direction de l'Insee qui mette à son ordre du jour :

- L'engagement à ouvrir des champs significatifs de réelle discussion et négociation sur les objectifs de moyen terme de l'Insee
- L'engagement d'une négociation immédiate qui aboutisse avant le CTP Moyen Terme à un accord faisant disparaître de la politique du personnel de l'Insee l'ensemble des pratiques discriminatoires actuellement institutionnalisées à l'Insee ;
- La décision d'acter en Comité de Direction et de mettre en place immédiatement sur l'Intranet Insee la publication de l'ensemble des notes de gestion et décisions administratives du département des ressources humaines (qui sont actuellement dissimulées aux organisations syndicales, aux agents et aux gestionnaires) ;
- La décision d'acter en Comité de Direction et de mettre en pratique immédiatement la communication (en préalable à leur application) aux organisations syndicales nationales l'ensemble des notes et décisions concernant la politique du personnel et aux élus en CAP l'ensemble des informations qui entrent dans le champ de leurs attributions ;
- La décision d'acter en Comité de Direction et de conduire avant l'été une négociation sur la mise en place du nouveau statut des contrôleurs de l'Insee qui permette l'amélioration de la carrière de l'ensemble des contrôleurs actuellement en poste et soit d'un bénéfice significatif pour les agents de catégorie C ;
- L'engagement de faire aboutir positivement les négociations engagées sur le statut des enquêteurs en assurant un maintien de la rémunération de chacun d'entre eux ;
- La mise en paiement immédiate des sommes dues aux agents pour leurs déplacement et un engagement extrêmement ferme de ramener les remboursements des frais à venir à un délai beaucoup plus acceptable.

Si, une nouvelle fois, vous ne répondez pas à nos demandes, nous saisissons nos fédérations pour que se tienne au plus vite une réunion quadripartite Secrétariat général des ministères et Direction de l'Insee, Fédérations et syndicats nationaux, dans les plus brefs délais.

Nous pensons qu'il n'est pas possible pour l'instant de cautionner par notre présence les réunions syndicats nationaux - Direction de l'Insee prévus avant une réponse positive de votre part.

Les secrétaires généraux des syndicats CGT, CFDT, CGT-FO et SUD de l'INSEE

Paris, le 16 avril 2010

Copie :

- Mme la Secrétaire Générale de l'Insee
- Fédérations CGT, Solidaires, CGT-FO et CFDT des Finances